

Reconnaitre la Palestine, mais pas les Palestiniens

Description

Par le Dr. Alaa Tartir, le 24 septembre 2025



Riyad Mansour, observateur permanent de l'État de Palestine auprès des Nations Unies, s'exprime lors de la 10e session extraordinaire d'urgence au siège de l'ONU à New York, le 26 octobre 2023. © Lev Radin - Shutterstock

Une [nouvelle vague](#) de reconnaissances de l'État palestinien est en cours. Une impression de déjà-vu, rappelant la demande d'adhésion de la Palestine à l'ONU en 2011-2012 (qui avait abouti à l'octroi du statut d'État non-membre observateur auprès de l'ONU par 138 États), règne à nouveau à New York, Londres, Paris, Ottawa, Canberra et ailleurs. À l'époque, l'atmosphère était plus positive et optimiste. Il n'y avait pas de génocide, de famine imposée et d'érosion d'un peuple et de son histoire à l'échelle que nous connaissons depuis octobre 2023. Au contraire, il y avait alors une « *célébration mondiale* » de l'État palestinien qui « *existait en tout sauf dans son nom* », comme l'avait [fermement déclaré](#) le Premier ministre de l'Autorité palestinienne de l'époque, ajoutant que les Palestiniens et Palestiniennes se rapprochaient « *du rendez-vous avec la liberté* ». Ainsi, alors que l'Autorité palestinienne a obtenu la reconnaissance qu'elle recherchait depuis près de 15 ans, la réalité de l'État palestinien est aujourd'hui plus éloignée que jamais depuis la création de cette Autorité en 1993.

Il est alarmant de constater que la nouvelle vague de reconnaissance nominale de l'État ne reconnaît pas les Palestiniens eux-mêmes : le peuple et ses droits individuels et collectifs. La [définition fondamentale d'un État](#) repose en grande partie sur le territoire et le peuple. Pourtant, au fil des ans, cette terre a été conquise par l'État colonialiste et désormais génocidaire d'Israël ; tandis que des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et victimes d'un nettoyage ethnique au cours des deux dernières années, accomplissant un processus qui a débuté avec la Nakba de 1948, ce qui soulève la question suivante : qu'est-ce qu'un État sans peuple, et sans terre ?

Soyons clairs : la [nouvelle vague de reconnaissances](#) de l'État palestinien est largement motivée par le désir de répondre à la culpabilité politique et à l'impuissance face au silence et dans certains cas à la complicité face au génocide perpétré par Israël à Gaza, mais elle ne s'accompagne pour l'instant d'aucun engagement réel ni d'aucun plan visant à faire de cet État une réalité. Malgré les discours enthousiastes de tous ceux qui affirment que cette reconnaissance est une victoire pour la Palestine, les Palestiniens et leurs droits inaliénables, le vide de ces slogans est stupéfiant lorsqu'on le compare à la réalité sur le terrain : un État

systématique des droits, l'annexion de la Cisjordanie occupée, l'effacement de la bande de Gaza, la faillite politique de presque toutes les factions palestiniennes et de toutes les formes de leadership politique, et le programme expansionniste fasciste d'Israël.

Après deux ans d'âché international à mettre fin à la [guerre génocidaire contre Gaza](#), une déclaration sur la création d'un État palestinien apparaît comme une solution facile et une formule magique pour les pays qui ont besoin de montrer qu'ils font quelque chose pour « purifier » leur silence ou leur impuissance, en particulier pour ceux qui ont investi pendant des décennies dans le cadre initial de la solution à deux États.

Mais déclarer un État sans prendre de mesures pour régler la question de son territoire et de son peuple revient à poursuivre l'approche de « l'opium de l'État », qui maintient en vie un cadre obsolète et permet aux acteurs impliqués de se vanter de leur engagement en faveur de la « paix et de la justice », tandis que l'État nominal tant célébré est réduit par Israël à un simple mirage et à une hallucination, ou jusqu'à ce que des segments importants du peuple palestinien soient rayés de la carte. Si ces acteurs n'ont pas aussi à mettre fin à un génocide qui dure depuis plus de deux ans, ou s'ils sont complices de son maintien, et si ces mêmes acteurs n'ont pas aussi à construire un État palestinien au cours des 32 dernières années, pourquoi la situation serait-elle différente aujourd'hui ? C'est la question à laquelle le peuple palestinien veut une réponse.

Le soi-disant plan de paix [proposé](#) par le président français Emmanuel Macron le 22 septembre depuis la tribune des Nations unies n'est pas vraiment un plan de paix, à moins que le sens du mot « paix » ait changé ou continue d'être déformé. Au mieux, il s'agit d'une feuille de route visant à libérer les 48 otages israéliens en priorité absolue (mais sans mentionner les près de 10 000 prisonniers palestiniens détenus dans les prisons israéliennes), à désarmer le Hamas, à renforcer et à relancer l'Autorité palestinienne, et à imposer une longue liste de conditions aux Palestiniens et leur présent et leur avenir (que les dirigeants de l'Autorité palestinienne ont volontiers acceptés et approuvés). Ce n'est pas une recette pour la paix. C'est une autre forme de [domination](#).

La diplomatie est essentielle et les négociations sont cruciales, mais elles ne peuvent primer sur d'autres questions tout aussi importantes qui sont au cœur dans le cadre général dans lequel s'inscrit la diplomatie, telles que les questions de dignité, de résistance, de légitimité, de responsabilité, d'appropriation locale, de représentation politique et de pluralisme, et d'action palestinienne, pour en citer quelques-unes. L'appel à la diplomatie et aux négociations doit découler de ces questions et s'y ancrer, au lieu de les masquer et de les marginaliser. C'est la leçon à tirer des accords d'Oslo et des 30 années de distorsion de la paix qui ont suivi. Sinon, nous nous engageons volontairement sur une voie qui ne mènera qu'à un autre faux « [cadre de paix](#) » qui soutient et normalise le colonialisme et l'apartheid israéliens.

En fait, les États qui [reconnaissent aujourd'hui l'État de Palestine](#) affirment que le moment est crucial, que cette déclaration est la panacée pour la consolidation de la paix à ce stade critique et qu'ils s'engagent à prendre des mesures de suivi dans un avenir proche pour mettre en œuvre la [Déclaration de New York](#) et enfin, une fois pour toutes, concrétiser le cadre de la solution à deux États. Cependant, après trois décennies d'âchés et l'âché cuisant des deux dernières

années, pourquoi le peuple palestinien, et non ses dirigeants illégitimes, devrait-il faire confiance à ceux qui se jouissent aujourd'hui, alors que le peuple souffre, est en train d'être effacé et victime d'un nettoyage ethnique ? Il existe un contraste surréaliste qui n'est pas conciliable. Si les acteurs intéressés par la paix souhaitent réellement voir un changement, ils devraient commencer par comprendre et traiter la réalité actuelle d'un seul État qui existe entre le Jourdain et la mer Méditerranée : l'apartheid, le génocide et le colonialisme de peuplement.

En outre, il est encore plus plausible d'affirmer qu'en 2011, l'Autorité palestinienne en termes d'institutions, de situation financière, d'engagement des donateurs et même de légitimité était plus mature pour assumer le rôle d'un État et que le contexte était plus propice à la paix qu'aujourd'hui. À l'époque, 140 pays avaient reconnu, et les principales organisations internationales avaient attesté et déclaré que l'État palestinien était prêt sur le plan institutionnel. Depuis lors, la simple idée d'un État palestinien ne passe pas le stade des déclarations prétentieuses, des annonces émotionnelles et des mots ronflants. Ces « actions » ne se traduisent pas par des changements concrets sur le terrain. [Trois décennies se sont écoulées](#), et le peuple palestinien n'a toujours pas le sentiment que ses droits humains, civiques, politiques et nationaux sont pris au sérieux. Cela est important pour la paix, comme le savent très bien ceux qui s'intéressent à sa construction, mais à cette occasion, ils ont décidé, une fois de plus, de rejeter commodément le peuple, ou de se contenter de faire semblant de s'intéresser à ses souffrances et à ses aspirations.

En fin de compte, une reconnaissance motivée par la culpabilité politique n'est certainement pas suffisante pour garantir une paix ou une justice durables si elle ne s'accompagne pas d'actions centrées sur le peuple palestinien colonisé et ses droits à la dignité, à l'autodétermination et à la liberté. Et plus les célébrations sont bruyantes, qu'elles soient organisées par les acteurs internationaux ou par les factions et les dirigeants palestiniens politiquement discrédités, plus elles sont surréalistes et dangereuses. [Je le répète](#) : la célébration des attributs de l'État n'a pas seulement rendu l'idée même d'État en tant que vecteur de la réalisation des droits tout simplement irréaliste et inaccessible au cours des dernières décennies, mais elle a également contribué au déni des droits des Palestiniens, y compris le droit à un État souverain et à la liberté.

Il ne s'agit pas ici d'adopter une perspective de « rejet » ou « pessimiste », comme certains pourraient le prétendre. Je ne souhaite pas jouer les trouble-fête ou les rabat-joie, et ma critique ne vise pas les positions de principe adoptées par des pays tels que l'Afrique du Sud, l'Espagne, la Norvège, l'Irlande et d'autres qui sont allés au-delà de simples déclarations. Mais c'est un argument qui s'appuie sur l'observation et l'expérience des [échecs multiples](#) du soi-disant « processus de paix ». Le retour à l'« ancienne normalité » n'est une bonne nouvelle ni pour la paix ni pour la justice, et encore moins pour la liberté et l'égalité des Palestiniens. Un cycle d'informations médiatiques 24 heures sur 24 saluant l'État palestinien ne ramènera pas les dizaines de milliers de personnes tuées à Gaza au cours des deux dernières années, ne nourrira pas les affamés, n'empêchera pas de nouveaux massacres par Israël et ne traduira pas en justice ceux qui les ont tués, à moins que des actions concrètes, et non des déclarations, ne soient prises.

Les déclarations pourraient marquer un nouveau départ. Mais elles ne seront crédibles que lorsque nous verrons des sanctions sérieuses contre Israël, lorsque les décisions des tribunaux

internationaux et les conclusions des rapports de l'ONU seront prises au sérieux, lorsque Israël paiera pour ses actes, lorsque les choix des Palestiniens seront respectés, lorsqu'une démocratie palestinienne significative ne sera pas niée et lorsque les Palestiniens pourront revendiquer leur autonomie politique et dessiner les contours de leur avenir.

Il est purement fantaisiste de supposer qu'il existe un lien direct entre la reconnaissance d'un État et l'arrêt du génocide. Je soupçonne que les dirigeants savent qu'un geste symbolique motivé par la culpabilité politique, et non par un engagement sincère en faveur de la responsabilité, d'un ordre mondial fondé sur des règles et de la décolonisation, ne mettra pas fin à la machine génocidaire. En réalité, ils détournent l'attention en organisant une fête alors que la nation concernée est en train d'être annihilée, et ce faisant, ils détournent une fois de plus l'attention de l'essentiel : comment mettre fin au génocide, comment mettre fin à l'occupation israélienne, comment démanteler l'apartheid et comment décoloniser. Les moyens et les voies pour demander des comptes à Israël et à ses alliés sont clairs et simples. En ne le faisant pas, ces gouvernements, motivés par la culpabilité politique, renforcent directement ou indirectement leur complicité ou leurs échecs. Dans les deux cas, ils causent du tort, non seulement aux Palestiniens et à leur quête de liberté, mais aussi au sens même de la paix. Avant de reconnaître la Palestine, ils doivent reconnaître les Palestiniens et les Palestiniennes.

Traduction : JC pour l'Agence Media Palestine

Source : [Arab Reform Initiative](#)

date créée

2025/09/29